

Bulletin Oeconomia Humana

Mars 2011, volume 9, numéro 4

Entrevue avec M. Éric Duchemin pour parler d'agriculture urbaine.

Par Audrey Meyer, Candidate à la maîtrise en sciences de l'environnement.

Catégorie : alimentation urbaine.

M. Éric Duchemin nous a fait le plaisir de nous accorder un entretien pour nous parler d'agriculture urbaine.

Éric Duchemin, Ph.D. en sciences de l'environnement, est professeur associé et chargé de cours à l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal. Spécialiste des changements climatiques, de l'agriculture urbaine et de la communication scientifique, il est le cofondateur et rédacteur en chef de VertigO (<http://vertigo.revues.org/>) – la revue électronique en sciences de l'environnement.

Pouvez-vous me définir l'agriculture urbaine? Qu'est-ce qui vous a amené à vous y intéresser?

Il est assez difficile de définir l'agriculture urbaine. Au niveau spatial, elle rassemble toutes les productions maraîchères horticoles de la ville. La ville est considérée dans la limite territoriale où se trouve la densité populationnelle, urbaine ou périurbaine. D'ailleurs, il y a beaucoup de débats lorsqu'il s'agit de délimiter ce qui est urbain ou périurbain. Beaucoup de chercheurs se basent sur la notion de production pour définir l'agriculture urbaine, plus particulièrement en ce qui concerne les pays en développement. L'agriculture urbaine est une activité de production maraîchère qui fournit et produit des services aux habitants de la ville, mais qui utilise aussi les services de la ville. C'est une vision très productiviste.

Si l'on prend l'exemple de Montréal, Sherbrooke ou d'autres villes de pays industrialisés, la production n'est pas nécessairement l'élément le plus important de l'AU. Cela peut être l'opportunité d'avoir un lieu d'activité familiale, un lieu de repos, un peu de verdissement, une question de santé mentale, une question d'environnement proprement dit, ou d'avoir des aliments frais, etc. La place du loisir est considérable. Ce n'est donc pas forcément la quantité qui prime.

Pour simplifier, l'AU c'est toute activité maraîchère qui se pratique dans les interstices de la ville, entre les bâtiments, dans les espaces libres, les friches industrielles ou autre friches, où l'on peut produire des aliments et des fines herbes.

Beaucoup de **jardins collectifs** visent la sécurité alimentaire, mais beaucoup visent aussi l'autonomisation ou la sensibilisation des citoyens et des populations démunies, avec donc une mission sociale très forte. Pour un **jardin communautaire**, faisant par exemple partie du programme de la ville de Montréal, le loisir tient une place très importante, tout comme le fait d'avoir des aliments frais, mais les jardiniers ne sont pas forcément des gens dans le besoin. Ces personnes pourraient acheter leurs aliments dans les marchés ou supermarchés, mais préfèrent les produire elles-mêmes pour différentes raisons. Prendre le temps de vivre par exemple...

Qui sont les agriculteurs urbains?

Si l'on parle de Montréal, d'après une étude réalisée en 2001 par Natalie Bouvier-Daclon (INRS)¹, se rapprocher de la nature est un élément très important pour beaucoup de pratiquants (80 %). Par contre, ce n'est pas le cas partout : une autre étude menée dans une ville aux États-Unis a révélé que cette attente concernerait seulement 20 % des pratiquants.

D'après les recherches, les trois motivations dominantes (quasi égalitaire) sont : les loisirs, avoir des aliments frais, la question financière et de revenu. Ce sont des éléments centraux.

Il est important de saisir la différence entre **jardins communautaires** et **jardins collectifs** :

Les jardins collectifs sont une grande parcelle mise collectivement en culture. Les gens y travaillent donc ensemble, et bien qu'il y ait une certaine mixité ce sont généralement des personnes référencées par des organismes qui s'y appliquent. On a assez peu de données concernant ces jardins-là, les personnes qui s'y impliquent étant souvent défavorisées, elles voient les sondages comme une intrusion dans leur sphère privée.

Dans jardins communautaires, les gens se répartissent individuellement sur leurs parcelles. La moyenne d'âge est relativement élevée, les gens s'y investissent depuis longtemps et ce ne sont pas forcément des personnes à faible revenu. Ils n'ont pas nécessairement de très hauts revenus, puisque pour pratiquer l'agriculture urbaine il faut avoir du temps... Mais on pourrait les qualifier de classe moyenne, famille avec des enfants. Ce qu'on remarque aussi, sans avoir de données précises, c'est que dans certains quartiers, il y a beaucoup de nouveaux arrivants, une population souvent très vulnérable dont l'insertion n'est pas forcément complète. Ce sont des personnes qui ont des connaissances en agriculture urbaine puisqu'il la pratiquait déjà avant. On remarque aussi qu'il y a beaucoup de partage, d'entraide : même si les gens ont leur propre parcelle et qu'ils ne sont pas censés entretenir celle des autres, ils le font. Le lien se fait donc tranquillement, c'est un lieu de socialisation même si ce n'en ait pas le but.

À ce portrait, il ne faut pas oublier les cours arrière, les terrasses et les balcons.

Y a-t-il assez de superficies disponibles?

¹ <http://www.erudit.org/revue/lz/2001/v24/n2/000193ar.html> " Les jardins communautaires de Montréal : un espace social ambigu ", Loisir et société, Volume 24, numéro 2, automne 2001, p. 507-531

Malheureusement non. L'objectif de la ville était de fournir à 1 % de la population, des parcelles agricoles. Aujourd'hui, on dénombre presque 9000 parcelles à Montréal. Pour une population d'environ 1,6 million d'habitants. Il y a des listes d'attente, beaucoup d'engouement et la rotation est faible. Du côté de la population immigrante, même si les gens changent de quartier, bien souvent ils conservent leur parcelle. Du côté de la population québécoise, par contre (c'est une réalité), les gens déménagent plus fréquemment, sont plus mobiles et quittent la ville pour les banlieues.

Il y a 4 ans, on comptait 45 jardins collectifs. Aujourd'hui, on en dénombre 78 à Montréal. Cette croissance démontre un besoin, plus précisément une volonté d'avoir de l'espace. Les jardins collectifs s'implantent sur des terrains privés ou institutionnels, ce ne sont pas des terrains qui vont être protégés. Il y a par exemple, un programme de la commission scolaire de Montréal (CSDM) pour favoriser le déploiement de l'AU dans les écoles. L'école s'associe avec un jardin collectif, ce qui lui permet d'avoir du monde qui travaille le jardin durant l'été. Cela crée de belles activités pédagogiques pour les enfants : ils peuvent faire germer, voir pousser et récolter et ainsi se rapprocher d'une alimentation saine. L'AU s'est une question d'alimentation et aussi de verdissement.

Pensez-vous que le soutien de la ville de Montréal est suffisant et va dans le bon sens?

On dit souvent que la ville de Montréal est une ville nourricière qui s'ignore. Montréal a l'un des plus gros programmes, voire le plus gros programme des villes industrialisées. C'est 12 000 à 15 000 personnes impliquées dans les jardins communautaires. New York a commencé son programme en 1972 et si je me souviens bien Montréal lui a emboîté le pas en 1974. On a 98 jardins communautaires, 9000 parcelles, presque un hectare. Même si l'on parle beaucoup de Paris, on parle de 15 jardins partagés qui ont une superficie peu étendue. À Montréal, certains jardins communautaires regroupent 300 parcelles dont certaines font 10x15 mètres.

Mais alors, pourquoi lors des campagnes de verdissement organisées dans certains quartiers n'incorporent-elles pas des semences alimentaires? Pourquoi ne plante-t-on pas des framboises partout?

D'une part, il faut faire attention aux terrains contaminés. Il faut faire attention à l'emplacement. Il peut y avoir transfert vers les plantes. Toutefois même si un terrain est contaminé, cela ne veut pas forcément dire que les légumes qui y poussent soient contaminés, à moins qu'il le soit extrêmement. Parfois, la contamination se situe dans la profondeur du sol alors que la surface du sol l'est moins. Le processus est complexe. Les contaminants passent généralement dans les feuilles, mais moins dans les légumes ou dans le fruit. Ainsi, on retrouvera beaucoup plus de traces de contamination dans les feuilles d'une laitue que dans une tomate par exemple. Certains autres vont montrer des traces de contamination dans leurs graines, mais pas dans leur chair. De la même manière, certaines plantes ont des racines qui vont puiser plus profondément que d'autres. Bref, le lien n'est pas forcément de toute évidence.

Du coté des programmes d'embellissement de la ville qui sont gérés avec les éco-quartiers, leur raison d'être s'est d'embellir. Et malheureusement, jusqu'à nouvel ordre, on ne considère pas les plantes maraîchères, des courgettes ou un plant de pommes de terre, comme étant esthétiques. Un règlement de la Rive-Sud par exemple interdit de planter à l'avant de sa résidence des plantes maraîchères. Heureusement, un tel règlement n'est pas applicable à Montréal. Donc si l'on distribue des semences alimentaires, il faudrait aussi donner l'espace pour les cultiver, avec quasiment 7 ans d'attente pour les jardins communautaires du Plateau Mont-Royal cela semble difficile. Toutefois, on oublie parfois les possibilités que représentent les balcons, les balustrades et les toits.

Les gens du domaine municipal ont donc beaucoup fait, mais il reste encore beaucoup à faire. Et, il me semble que la question de l'AU se perd parfois dans la relation qu'entretient la ville centre avec les arrondissements. L'AU, les jardins collectifs, relèvent des arrondissements qui souvent sont amenés à couper dans leur budget, et à rogner sur les postes d'horticulteurs. Les jardins communautaires sont gérés en tant OSBL, par les citoyens eux-mêmes. Des moyens sont envisagés pour les aider, en leur offrant par exemple l'accès à un espace, à l'eau, à du composte, à certains outils, etc. Mais les jardins communautaires dépendent de la division municipale de Loisirs et Développement social, la coordination avec les différentes entités de la ville, comme la voirie pour l'eau, n'est pas évidente.

L'AU a pourtant un beau potentiel pour améliorer la visibilité de Montréal et représente une perle communicationnelle pour la ville de Montréal.

L'AU a selon moi un énorme potentiel pour améliorer la qualité de vie, le bien-être et l'accès à l'alimentation des citoyens. Comment est-ce pris en compte?

On travaille justement avec la Direction de la Santé Publique (DSP), sur la question d'accessibilité aux aliments. On devrait selon moi, obliger tout nouveau développement à avoir un pourcentage dédié à l'agriculture urbaine en plus de celui consacré au verdissement, en laissant après cela le choix aux habitants de l'entretenir ou non. Puisque bien sûr pour qu'il y ait agriculture urbaine, il faut des jardiniers. L'idéale serait d'avoir une division consacrée à l'agriculture urbaine. Même si la ville de Montréal reconnaît les enjeux de l'AU et a maintenu son offre, la place de l'agriculture urbaine dans la stratégie de développement durable de la ville de Montréal 2010-2015 a toutefois été considérablement réduite par rapport à la version précédente. On a la volonté de lui accorder une place, mais on a beaucoup de mal à la faire émerger de toutes les entités et services dont elle dépend. Il faut reconnaître l'AU comme partie prenante et le levier qu'elle représente pour garder les familles en ville. L'AU ce sont des espaces verts, des espaces récréatifs et éducationnels. Il reste beaucoup d'espaces disponibles qui pourraient relever ce défi.

Quelles sont les villes exemplaires en termes d'agriculture urbaine?

Et bien à l'extérieur du Québec, Montréal est considéré comme une ville exemplaire. Même si on a mal initié la gestion des jardins contaminés, après cinq ans d'ouvrage le problème est

presque réglé. Bien que cela n'ait pas été de tout repos, beaucoup d'arrondissements y ont travaillé en rehaussant le sol, ou en aménageant des bacs. Une étude de William Hendershot de l'Université McGill compare (principalement au niveau des métaux lourds) les légumes provenant des supermarchés et ceux provenant de l'agriculture urbaine. Il montre que les légumes les plus contaminés ne sont pas forcément ceux que l'on pense : les légumes qui proviennent des pays qui n'ont pas forcément des normes environnementales aussi strictes que les nôtres et peuvent parfois être fortement contaminés. Même les cours arrière peuvent être contaminées.

Que pensez-vous de l'agriculture urbaine qui se développe d'un point de vue plus commercial, par exemple les serres sur les toits?

C'est une forme d'agriculture urbaine qui émerge. On se rend compte, notamment par le biais des écoles d'été, que de plus en plus de personnes aimeraient vivre de l'agriculture urbaine. Peut-être pas sur des modèles aussi techniques que celui des fermes Lufa qui nécessite beaucoup d'investissement avec une volonté de production. Mais il y a également d'autres modèles d'affaires que l'on peut saluer, par exemple pousse-menu (<http://pousse-menu.com/>).

Le projet du nouveau campus de l'Université de Montréal devrait pouvoir accueillir une grande superficie dédiée à l'agriculture urbaine. On pourrait penser au développement d'une ferme en permaculture intensive.

Une autre initiative, qu'on remarque surtout aux États-Unis, mais que l'on souhaiterait voir se déployer au Québec peut également représenter un potentiel de développement d'activité économique. Certaines personnes disposent d'un terrain et n'ont pas la possibilité de le cultiver, on pense aux personnes âgées ou aux professionnels en manque de temps. Et bien ces personnes s'associent avec un jardinier-cultivateur, qui va par exemple exploiter leur terrain et va restituer en contrepartie une partie de la récolte au propriétaire puis profiter de la part restante pour aller la vendre sur les marchés. Le cumul de ses jardins offre ainsi une production que l'on peut considérer pour en vivre. Bien sûr le revenu n'est pas forcément suffisant pour assurer le revenu complet d'un foyer. Ces modèles qui se développent montrent que pour certaines personnes l'Agriculture urbaine n'est une utopie, mais bien une façon d'envisager, de modifier le système alimentaire actuel. Ce sont des personnes avec beaucoup de convictions qui s'incèrent dans un modèle d'alimentation de proximité ou biologique.

Le collectif du CRAPAUD tente de les accompagner dans cette démarche. Un des projets du collectif, pour cet été prévoit d'évaluer la production maximum d'un système de culture en bac toit, de savoir quelles sont plantes les plus intéressantes à cultiver et quelle est la rentabilité.

Au niveau de la réglementation, il me semble que la revente des produits de l'agriculture urbaine était interdite à Montréal ?

Il faut nécessairement avoir un point de vente. Ce à quoi répondent les marchés solidaires en offrant un point de vente sur la voie publique. Avant la création de ces marchés, il aurait fallu

passer par les marchés comme celui de Jean-Talon ou Atwater qui sont beaucoup moins faciles à intégrer en tant que point de vente.

Le fait de produire à longueur d'année comme dans le cas des fermes Lufa des produits qui ne sont pas forcément locaux et de saison, n'y a-t-il pas un paradoxe par rapport à une éducation à une alimentation saine?

Cela correspond à une demande. Les gens consomment des fraises qui viennent de loin à l'année longue sans se poser de question. Ce modèle offre une alternative à la suprématie des supermarchés. À long terme, il est certain que cela nécessite une étude pour évaluer quels sont les réels impacts environnementaux. La question de l'heure est par exemple celle de la consommation d'énergie, va-t-on consommer plus d'énergie en produisant localement ou en transportant nos aliments sur de longues distances. Mais il y a de nombreuses autres questions qui se posent dans le cadre de la sécurité alimentaire de proximité, et elles ne se posent pas seulement en termes de changements climatiques. Il y a des questions économiques, de cohésions sociales, de responsabilités...

Au niveau des intrants et engrains, le fait que certains cherchent à produire à une rentabilité maximale, n'est-ce pas en contradiction avec les principes d'une agriculture respectueuse de l'environnement?

Toutes les cultures en serre nécessitent des apports. La jachère et la rotation des cultures offrent une alternative à l'appauvrissement des sols, mais de grandes superficies. En milieu urbain où les superficies sont réduites, si l'on veut faire de l'intensif, atteindre une production maximum par surface, on a besoin d'intrants. Ce sont donc des intrants "naturels" tels le composte qui sont privilégiés. La question qui se pose à l'agriculture urbaine est celle du bon dosage. Comme beaucoup de pratiquants ne sont pas des agronomes, peut-être qu'il y en a une trop forte utilisation par rapport au besoin réel.

L'agriculture d'été offrira cette année ça troisième édition du 15 au 19 août 2011, quels vont en être les grands thèmes?

Les thèmes centraux qui vont être abordés cet été vont se regrouper autour de trois axes majeurs :

- L'agriculture urbaine et le milieu scolaire.
- L'aménagement de quartiers agricoles et l'urbanisme agricole : le lien avec les marchés, l'ensemble de l'alimentation pas seulement au niveau maraîcher : les ruches, les poules, etc.
- La coopération internationale et l'agriculture urbaine.

Une journée va être consacrée à des discussions sur les enjeux et les défis auxquels font face les villes. L'objectif est de faire émerger un plan d'action pour intégrer l'agriculture urbaine et que des porteurs se charge de ces dossiers. Dans cette journée, on invite des professionnels, de la Direction de la Santé Publique, de Conférence régionale des Élus, de la Ville de Montréal, des

urbanistes des arrondissements, etc. avec pour but avoué de créer une sorte de projet de consultation publique sur l'agriculture urbaine.

Et bien sûr, il y aura des ateliers pratiques. Ils vont porter sur des sujets tels que l'apiculture, le compostage, les champignons, la mise en place un jardin en sol et hors-sol, etc. Nous allons également mettre en place un espace de démonstration où les participants pourront prendre connaissance des différents types de bacs qui s'offrent pour une culture hors-sol : le kiwi-box, les sacs, etc. L'un des autres projets est d'accueillir "les jardins nomades" initiés par le marché Frontenac.

L'école met l'accent sur l'échange d'expériences. On compte déjà 145 inscrits, la restriction étant la taille des salles.

Pour plus de renseignements, nous vous proposons d'aller consulter le site web de l'école à l'adresse : <http://agricultureurbaine2011.org/>

Quels sont vos autres projets?

Les travaux du collectif du Crapaud s'intéressent à plusieurs domaines :

La recherche sur la production en bacs hors-sol. Nous allons monter notre propre production, certainement de salade puisque c'est un aliment qui se produit rapidement, qui est à consommé frais, et qui a une bonne valeur marchande. Nous allons ensuite mettre en parallèle les données collectées sur production provenant de jardins collectifs, communautaires et de jardins individuels pour réussir à estimer quel est exactement le rapport de productivité au mètre carré.

Un autre projet conjoint avec la Direction de la Santé Publique vise à établir un répertoire des jardins collectifs et communautaires, en faire la cartographie, et mesurer quel en est la répartition par mètre carré par rapport à la densité de population nette, immigrante. Pour pouvoir connaître quel est le potentiel de production des quartiers.

Les jardins démos, celui du complexe des sciences, celui de l'école de design et peut-être bientôt celui du centre sportif de l'UQÀM. Nous sommes également très actifs sur des questions comme celles du compostage ou des ruches à L'UQAM et à Montréal.

Les recherches de Marie-Ève Julien-Denis portent sur la question de la gouvernance et d'autogestion en agriculture.

Le collectif est également très sollicité pour faire des conférences à l'extérieur, ou reçoit beaucoup de demandes d'aide et de conseil aux entreprises pour les accompagner dans le développement de leurs projets d'agriculture urbaine.

MERCI !!

